

La démocratie confisquée

C'est devenu un lieu commun. La démocratie est malade. La démocratie se meurt. La démocratie est...mais que lui arrive-t-il au juste ?

D'où vient le mal ? De la mondialisation ? Oui, surtout de celle des idées, sous toutes ses formes, mais principalement de la mondialisation de l'environnement, la plus riche en institutions et concepts nouveaux. Pourtant celle que personne ne critique car elle remplit les bidons idéologiques des uns et les bourses des autres. Et que la plupart d'entre nous sommes trop loin des lieux où se façonnent les nouveaux concepts qui dirigent nos vies. Le prétexte en a été la prise de conscience d'interrelations environnementales à l'échelle planétaire. Et l'illusion que cela en fait un *tout*. Au sens holiste. Avec des connotations organiques. Des harmonies imaginaires dont la brisure entraînerait l'effondrement général de ce *tout*. Des structures à l'échelle planétaire en sont issues : UNEP, IBPES, etc... Et une industrie prospère: la collapsologie. La machine tourne à fond. Celle des prêches d'apocalypse des épigones de Paul Ehrlich, des manipulations émotionnelles de ceux de Soulé et des appels à sauver la Création façon Wilson. Partout on reconstruit l'arche de Noé d'Ehrenfeld, on restaure le jardin d'Éden.

Avec les pères de la biodiversité comme maîtres de cérémonies. Des ONG environnementales qui ressemblent aux ordres monastiques de jadis, veillant au respect de la foi verte et de la Création. Certaines sont relativement pacifiques, tels les Franciscains. D'autres plus politiques, comme les Jésuites. Et d'autres encore, tout à fait combattantes, ressemblent aux Templiers ou aux Chevaliers porte-glaive. Naturisme, holisme, organicisme, vitalisme, les quatre cavaliers de l'apocalypse du mysticisme vert, galopent un peu partout pour nous entraîner vers les abîmes de la biocratie.

Religion qui doit tant à l'ancienne qu'elle n'en est de fait qu'une variante. Une relecture post-moderne des textes sacrés qui n'eut guère de mal à trouver des exemples anciens pour se justifier. Avec en toile de fond cette *foi des charbonniers* naturiste qui domine les visions populaires de l'environnement. Un beau matin on se réveille en apprenant qu'on est embarqué dans une *transition écologique*. On ne voit pas clairement ce que cela veut dire, seulement que, d'accord ou pas, on n'a rien à dire. Fini les débats sociétaux. Ou alors sur les détails pratiques. Sans plus comprendre les enjeux idéologiques.

Les ONG écologistes ont profité à fond de l'invitation adressée par l'ONU, via la commission Brundtland, à prendre plus de pouvoir politique. On les trouve représentées dans les réunions COP, tant climatiques que pour la biodiversité. Dans certaines réunions du GIEC. Considérée hypocritement comme des observateurs, elles y vont pour faire pression en faveur de leur vision idéologique du monde. Sans le moindre mandat démocratique. Sans obligation de résultats.

Nous avons déjà vu plusieurs exemples de ce pouvoir de pression directe sur les réunions de l'ONU. La convention cadre de 1992 précise en effet que *tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental compétent dans les domaines visés par la Convention, qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaite être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection*.

Que sont-elles censées faire là ? Selon l'ONU, représenter la *société civile*. Qu'est-ce à dire ? L'origine de cette expression est obscure et son histoire particulièrement complexe et confuse. Elle a pu représenter l'ensemble du monde politique ou tout au contraire, ce qui s'y oppose ou n'en fait pas partie mais généralement sous forme organisée.

Sa popularité actuelle vient incontestablement de son usage par l'ONU. Sur son site, elle déclare que *La société civile est le "troisième secteur" de la société, aux côtés du gouvernement et du monde des affaires. Elle comprend des organisations de la société civile et les organisations non-gouvernementales. L'ONU reconnaît l'importance du partenariat avec la société civile, parce qu'elle fait progresser les idéaux de l'Organisation et qu'elle appuie ses efforts.* On devine un jeu manipulateur entre l'ONU et le monde des ONG, à qui utilisera l'autre au mieux de ses intérêts propres. En pratique l'importance sociétale prise par l'environnement a fait que les ONG environnementales censées représenter la société civile ont fini par l'incarner. Dans le langage médiatique et politique francophone, ces organisations sont devenues la société civile elle-même, à l'exclusion des simples citoyens. Elles réclament – et obtiennent – un pouvoir politique qui sort du cadre démocratique. Et ont reçu le droit d'aller en justice pour faire valoir leurs points de vue idéologiques.

Elles sont irresponsables car elles n'ont aucun compte à rendre aux électeurs ou à leurs élus. Ni même aux faits. Leur vision du monde est un credo qui échappe à tout contrôle extérieur, fût-il de la réalité. Certaines reçoivent des subsides parfois très substantiels et la plupart bénéficient indirectement des déductions fiscales accordées aux dons qu'elles reçoivent. Étonnement, l'Union Européenne accorde à certaines d'entre elles des subsides censés les mettre à égalité avec les lobbies industriels et peser sur les politiques de l'Union, subsides qui leur permettent de les influencer et, le cas échéant, s'y opposer.

Certaines de ces organisations n'hésitent pas à s'attaquer directement aux entreprises contraires à leur credo naturiste. Parfois avec la bienveillance de la justice. Ainsi, en 1999, les membres d'un commando de Greenpeace sont acquittés au Royaume-Uni pour le saccage d'un champ de céréales génétiquement modifiées. Le jury a en effet accepté leur défense d'avoir agi par ce qu'ils pensaient que le champ allait polluer l'environnement. Son chef était Lord Melchett¹, à l'époque directeur exécutif de Greenpeace UK et plus tard l'un des cadres de la *Soil Association*. Un membre de l'establishment qui tourna militant radical, selon le mot d'une amie². En conséquence, un agriculteur n'eut que ses yeux pour pleurer la ruine de ses rêves et de ses efforts.

Depuis quelques années, la France est victime des vandalismes récurant de *faucheurs volontaires*. S'attaquant d'abord aux essais d'OGM, puis aux produits de techniques autorisées mais qualifiées d'*OGM cachés* par les faucheurs, qu'ils soient produits par des firmes privées ou des organismes d'états, la frange la plus extrémiste du mouvement finit par s'attaquer à toute forme d'expérimentation symbolisant une agriculture technologique que les faucheurs exècrent. Y compris concernant des plantes issues d'hybridations classiques. Y compris pour des recherches menées dans le cadre de l'agroécologique. Y compris de semences destinées à l'agriculture biologique. Rares sont les poursuites judiciaires.

C'est le bon sens qui finit fauché par le fanatisme dans une société qui a renoncé à protéger la créativité dans le domaine le plus important pour notre avenir : l'agriculture.

Le monde politique, par crainte ou respect, leur déroule le tapis rouge. Ainsi du *Grenelle Environnement*, organisé en 2007 par le président Sarkozy, ensemble de discussions politiques associant gouvernement et ONG triées sur le volet afin de prendre des décisions en matière d'environnement. Une fois retiré de la vie politique, François Fillon, alors premier ministre, déclara à la presse qu'il s'agissait d'une sorte de *deal* de Nicolas Sarkozy avec les écologistes : le nucléaire contre les OGM. Elles ont engrangé l'interdiction de facto des prétendus OGM et poursuivi sans remords leur lobbying anti-nucléaire.

1 Peter Robert Henry Mond, 4th Baron Melchett (24 February 1948 – 29 August 2018)

2 *Environmental campaigner Lord Peter Melchett dies*, aged 71, site internet de la BBC, 31 août 2018

En Belgique, un usage semble s'établir, lors de la formation de gouvernement fédéraux ou régionaux, de *consulter la société civile*, soit les ONG. Reconnaissance d'un pouvoir politique qui s'appuie très largement sur des concepts et législation issues de cette mondialisation de l'environnement. Érodant ainsi sa légitimité électorale d'autant plus qu'il est redevable de nombreux comptes extérieurs eu égard aux masses de traités internationaux issus de cette mondialisation et d'autres.

La société civile est devenue un boulet pour la société réelle, celle de la masse des gens qui maintiennent le tissu social par leur engagement quotidien et subissent de plein fouet les soubresauts de la réalité sociale et environnementale. Un boulet qui pèse de plus en plus lourd. Les grandes lignes idéologiques dominantes ne se forment plus dans la base sociale de chaque état. Elles se développent parfois autour de l'ONU mais, faute de gouvernement pour les structurer et de police pour les imposer, elles mûrissent plutôt dans une sorte de vaste nébuleuse internationale. Il n'y a pas que les entreprises qui ont été délocalisées, les prises de décisions idéologiques l'ont été aussi. Biodiversité et principe de précaution, internet des objets sont de ces concepts qui nous sont arrivés via cette nébuleuse, sous une forme appauvrie dans leurs dimensions idéologiques, spirituelles et religieuses, mais alourdis d'une propagande utilitariste. Personne ne contrôle cette nébuleuse, pas même elle-même. Elle comprend des personnes et organisations aux intérêts et idéologies parfois fortement opposés. Cela va des géants technologiques, plus puissantes entreprises capitalistes mondiales, aux lobbies altermondialistes – qui n'ont pas changé leur ancien nom *antimondialistes* pour rien. Sans oublier les ONG dont les plus puissantes sont gérées comme des entreprises brassant parfois des centaines de millions de dollars annuellement et pouvant compter en outre sur la collaboration de scientifiques militants jouissant souvent d'une position privilégiée auprès des instances de leurs gouvernements et de l'ONU.

La nébuleuse privilégie le concept de latéralité en son sein mais paradoxalement pèse de toute la verticalité des cieux onusiens sur le commun des mortels. En conséquence, les élus vont chercher leur inspiration plus souvent dans la Nébuleuse que chez leurs électeurs. On les voit à l'ONU, à Davos, on en vit même à Porto Allegre aux côtés des altermondialistes. Ils y sont exposés à un risque important de biais de confirmation. Et deviennent de simples courroies de transmission des idéologies de la Nébuleuse imposées d'en haut à leurs électeurs, dont ils ne sont plus les représentants.. Les citoyens lambda des démocraties se transforment lentement en *hors caste* d'un système politique et social qui les dépasse. Comment le citoyen ou l'élu qui voudrait contester la *valeur intrinsèque* de la biodiversité pourrait-il le faire ? La plupart en ignorent l'existence, à fortiori le sens. La plupart des élus ayant ancré la convention onusienne de 1992 dans leur législation nationale ne comprenaient probablement pas les implications idéologiques et religieuses de ce qu'ils votaient. Aucun débat de société n'a jamais été organisé sur ce concept à la religiosité si forte.

Exemplaire de cette évolution est la généralisation de *compteurs électriques communicants*. Sans doute utiles aux gros consommateurs, ils n'ont aucun intérêt pour les petits utilisateurs. Alors pourquoi les imposer à tous ? Ils sont indispensables à deux courants circulant dans la Nébuleuse, dont Rifkin est la meilleure synthèse. Le courant technologique qui veut imposer l'internet des objets et le courant écologique qui rêve de transformer les maisons des particuliers en microcentrales électriques, appelées parfois *maisons à énergie positive* dans leur jargon, et capables de fournir de l'énergie « verte » en grandes quantités. Via de vastes réseaux transnationaux dont la gestion nécessite ces compteurs. Particulièrement dans le contexte de la gestion des énergies intermittentes comme le soleil et le vent.

En France, l'obligation d'installer ces compteurs dans tous les foyers a suscité de nombreuses oppositions, parfois violentes. On invoque des questions de santé, de respect de la vie privée, de coûts. Tous motifs respectables qui passent pourtant à côté des enjeux princi-

paux. Les installateurs revendiquent des économies d'énergies qui ne sont possibles que chez les plus gros consommateurs pour les imposer à tous. Seuls les distributeurs d'électricité, peu médiatisés, ne cachent pas leurs motivations, quand on veut bien les interroger. Contrôler la consommation, notamment par des tarifications variables dans le courant d'une même journée. Rappelons-nous de ce que disait Rifkin à propos du contrôle à distance de nos machines à laver et autres ustensiles domestiques, ou de l'utilisation projetée des batteries de véhicules privés pour stocker les énergies intermittentes. L'association des ingénieurs de l'Ontario, dont nous avons déjà parlé, se désole dans sa présentation de 2015 que ces compteurs n'ont pas eu l'effet espéré, aplatis les pics journaliers de consommation, faute d'une politique tarifaire adaptée aux horaires. Peu de promoteurs de ces compteurs discutent de ces problèmes ouvertement. Débat démocratique ? Zéro ! Or toute vision sociale holiste entraîne un risque totalitaire.

Le concept de *Nutri-Score* adopté par la France, l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique illustre une toute autre forme d'érosion de la démocratie. Ce code couleur linéaire, inspiré des feux de la circulation, est censé nous informer sur les qualités nutritionnelles des produits alimentaires que nous achetons. Rouge, c'est Stop ! Vert, c'est GO !, avec toute une gradation intermédiaire. En une droite du Bien et du Mal, système linéaire incapable de représenter la complexité de notre santé. Objectif ? Faire baisser des courbes antipathiques, telles celles du diabète et de l'obésité, qui ont tendance à monter. D'information objective, le système n'en fournit plus aucune. Les anciens systèmes donnant ce type de renseignement sont accusés d'être trop compliqués. C'est exact, mais c'est parce que la santé EST compliquée. Objectif de santé publique, le *Nutri-Score* transforme le consommateur en simple point d'un nuage statistique. Sa santé réelle, personnelle, n'entre plus en compte. Son droit à une information objective non plus. Il ne peut même plus refuser de lire ce code car la loi impose qu'il soit clairement visible de tous. C'est une manipulation psychologique, le règne de la propagande manipulatrice, un label *bouffe-ça-bouffe-pas-ça* imposé par le pouvoir à ses sujets. Digne des pires dystopies. Certains résistent à bon droit. Il a justement été accusé de vouloir nous transformer en chien de Pavlov³. Il a plané un temps une atmosphère de guerre tribale entre scientifiques militants et scientifiques de l'industrie avec les consommateurs comme butin potentiel ; puis les industriels s'y sont ralliés, voyant tous les profits qu'ils peuvent tirer, à l'heure du *Big Data* et de l'intelligence artificielle, de la mine d'information fournie par ce système. La tentative d'imposer ce système à l'ensemble de l'Union européenne se heurte à la réticence de certains états membres qui y voient une tentative de culpabiliser leur culture gastronomique traditionnelle. Bien que les auteurs du système n'ont certainement pas voulu attaquer tel ou tel pays, le remplacement d'un système d'information objective par un système de pression psychologique ne peut que susciter de telles polémiques. Grand perdant : le droit à l'information des consommateurs. Ne plus pouvoir acheter une boîte de petits pois sans recevoir cette marque de propagande d'état en pleine figure peut être exaspérant. Enfin, on peut encore se consoler en entrant dans une pâtisserie artisanale s'acheter une tarte au sucre. Personne ne vous collera un Nutri-Score sous le nez. Pour l'instant...

Haro sur les gros !

Dans la foulée de la pandémie Covid 19, le monde développé se lance dans une guerre contre l'obésité présentée elle aussi comme une épidémie bien que non infectieuse.

L'Organisation mondiale de la santé sonne le tocsin, l'Union européenne lance une croisade contre l'obésité et le Royaume-Uni, bien que brexité n'est pas en reste. Des voix s'élèvent pour dénoncer le coût de l'obésité sur le système de santé. L'argument n'est pas neuf et vient

³ Par Guy-André Pelouze, chirurgien des Hôpitaux au Centre hospitalier Saint-Jean à Perpignan in *Étiquetage alimentaire : les bonnes intentions ne font pas de bonnes politiques*, Le Monde, 13 juin 2014.

de servir pour culpabiliser les victimes du covid qui avaient refusé la vaccination. Il me revient que, alors que j'étais à la charnière de l'enfance et de l'adolescence, il était déjà avancé pour faire taire les opposants au port de la ceinture de sécurité rendu obligatoire dans les voitures. J'étais alors surpris par ce que je percevais comme l'inconscience des uns et l'intolérance des autres.

Le chantage au coût de nos comportements sanitaires s'est malheureusement étendu depuis lors. Notre bonheur de disposer d'une sécurité sociale développée se transforme alors en dictature. Le dilemme classique entre sécurité et liberté joue ici à fond contre cette dernière.

L'argument du coût pourrait d'ailleurs souvent être faux, car celui qui vit longtemps après avoir suivi une vie sage peu bien finir par coûter plus cher par l'accumulation de soins pour des problèmes mineurs, ou parce qu'il finit sa longue vie dans la forêt de tuyaux d'une chambre d'hôpital subsidiée. De plus celui qui meurt plus jeune coûte moins cher en retraites.

Ce qui est reproché aux gros est avant tout de ne pas chercher à maximiser leur espérance de vie. Un péché hérité de l'ancien péché de suicide. Leur vie peut-en devenir psychologiquement difficile sous le poids de l'intolérance publique.

Certains scientifiques considèrent qu'ils ont un devoir éthique d'inciter les gouvernants à agir pour freiner cette épidémie. Sur fond de guerre tribale entre scientifiques militants et scientifiques de l'industrie, la malbouffe industrielle étant pointée du doigt comme la principale coupable du problème.

On pourrait comprendre un devoir éthique d'informer nos élus, certainement pas accepter que les scientifiques fassent pression sur eux. Il est déresponsabilisant d'invoquer un tel devoir. Les scientifiques confisquent alors la démocratie sans plus être responsables de leur dictature. Dieu la veut !

Le concept de maladie a plusieurs facettes. Je suis malade, le médecin dit à son patient : vous êtes malades, la société dit de quelqu'un : il est malade...trois sens différents du mot maladie. Trois sens aux consonances politiques bien différentes. Les médecins militants contre l'obésité disent des gros : ils sont malades, et ce faisant imposent leur jugement de valeurs à la société en court-circuitant les mécanismes démocratiques. Ils abusent ainsi de la confiance sociétale dont ils bénéficient grâce à l'illusion qu'ils font une science objective qui s'efforce d'être neutre en valeur. Et parmi les enjeux figure le droit de tout un chacun de décider lui-même s'il est malade ou non.

Tordons au passage le cou au mythe du régime «équilibré».

Il y a une grande différence entre reconnaître l'existence de comportements alimentaires néfastes pour notre santé et la croyance naïve en un comportement idéal, optimal pour elle, qui ne peut exister vu l'aveuglement des mécanismes qui nous ont façonné. Un médicament qui nous guérit d'une maladie peut mettre notre santé en danger par ailleurs et un régime qui nous protège de cette maladie peut ouvrir la porte à une autre en nous privant d'aliments qui nous en gardent.

Notons par ailleurs que l'avis dominant dans les milieux médicaux semble en train de migrer de la culpabilisation des graisses vers celle des glucides. Si la migration est justifiée, quid des personnes qui ont, en toute confiance, suivi des régimes qui s'avèrent néfastes à l'autopsie – parfois littéralement ? Notons que fixer la limite entre les minces, les pré-obèses et les obèses échappe à tout contrôle démocratiques. Elles sont souvent fixées par les mêmes institutions qui appellent à la croisade contre l'obésité ! Au cœur de la dictature sanitaire.

La performance énergétique des bâtiments (PEB, Belgique) ou diagnostic de performance énergétique (DPE, France) est un autre beau sujet d'érosion de la démocratie. Conçu à l'origine pour, en cas de transaction immobilière, donner à l'acheteur une idée de sa consommation si – et seulement si – elle est celle d'un consommateur «moyen», elle dégénère en moyen de pression et de culpabilisation des citoyens. Qui pèse paradoxalement plus sur ceux qui ont réussi à maintenir un mode de vie basse-énergie sans avoir à suréquiper et sur-gadgétiser existence. Tout le monde doit isoler son grenier, mettre des doubles-vitrages dans un intérieur présumé surchauffé. On y perd quelques vérités fondamentales. Que ce ne sont pas les bâtiments qui consomment de l'énergie mais ceux qui les occupent ou les gèrent. Que nous avons tous un cœur qui donne une température constante de 37 degrés. Que le meilleur isolant, ce sont les vêtements, le seul qui nous suit partout, le seul que l'on peut installer soi-même, y compris quand on n'est pas doué pour le bricolage. L'état écologiste, obsédé de réglementations urbanistiques, crée une obsolescence structurelle contraire aux objectifs environnementaux qu'il prétend poursuivre. Un bâtiment fait pour défier les siècles est qualifié de vieux dès qu'il a plus de quarante ans, voire moins. Une insulte qu'on n'oserait plus adresser à une personne humaine infiniment moins durable⁴ que lui. La jeune génération qui se lance aujourd'hui dans la vie sociale semble vouée à devoir rénover sans cesse son logement pour le mettre au dernier cri «vert». Suivre l'évolution technologique et compenser le vieillissement des matériaux. Car les technologies qu'on nous vante aujourd'hui auront bientôt des successeurs plus performants – c'est encore heureux – et, avec le temps, beaucoup de matériaux perdent de leur efficacité énergétique. Les PEB devront être recalculés très régulièrement, mettant sous pression des propriétaires qui se croyaient à tort en règle, forçant les acheteurs à des rénovations lourdes prématurées. Sous le souffle écologique, le moulin de l'obsolescence tourne plus vite que jamais. Notons au passage que le PEB s'exprime par m². À composition de ménage et comportement égal, un bâtiment de 400 m² doté d'un bon PEB consommera plus qu'un bâtiment de 100 m² moins bien classé. Victimes du système : les ménages modestes. Il serait beaucoup plus légitime de taxer la consommation, et de redistribuer la taxe aux moins riches. Trop difficile politiquement ? Est-ce par peur de devoir pointer un doigt accusateur sur leurs électeurs que nos dirigeants ont inventé la fable de la performance énergétique des bâtiments ? Nous ne sommes plus coupables de trop consommer d'énergie, ce sont les bâtiments que le sont. Car mal conçus, trop vieux. Les locataires et occupants non-propriétaires n'ont pas à s'en faire s'ils surchauffent. Ils peuvent transférer la patate chaude aux propriétaires. Lesquels reçoivent parfois des subsides pour mieux avaler la dite patate. Tout est mieux dans le meilleur des mondes, celui sans coupables.

Remarquons au passage que souvent les subsides écologistes font de la redistribution sociale inversée. Histoire de ramener les grands pécheurs à rédemption ?

*

Outre les ONG de la société civile, et en sus de l'appel à l'aide aux églises, l'autre secteur de la société que la commission Brundtland appelait à jouer un plus grand rôle politique, pour favoriser l'exécution des éléments du programme de l'UNEP s'entend, était celui des scientifiques. La politisation de la science a eu plus de mauvais côtés que de bons. Comment s'en étonner ? La science avait déjà connu les expériences honteuses de l'eugénisme et du racisme scientifique. Science et politique ne font pas bon ménage, surtout quand l'idéologie s'en mêle. Et peut-on faire de la politique sans idéologie ? Certes, cette politisation de la science a rendu possible une prise de conscience du péril climatique. Malheureusement le militantisme politique de certains climatologues a eu de nombreux effets pervers. Peu ont eu

4 Au sens traditionnel du mot.

la rigueur et les scrupules de Bert Bolin et de John Houghton. On trouve une masse de prêcheurs d'apocalypse qui tempêtent car ils ne comprennent pas pourquoi il est si compliqué d'atténuer le réchauffement climatique. Médiatiquement, ils l'emportent toujours sur ceux qui tentent encore de maintenir une forme d'objectivité scientifique sans trop de militantisme.

Les inventeurs de la biodiversité sont d'une toute autre catégorie. Slogan conçu pour le marketing d'un forum militant pour la conservation de la nature, le terme est lui-même un exemple de la manipulation par l'émotion revendiquée par Soulé. Un masque pour la promotion de l'idéologie de la conservation, elle-même le masque de visions spirituelles et religieuses de l'environnement. Masques qui biaisent la perception des réalités de la crise environnementale par la vision ultra-conservatrice qu'ils imposent. Nous avons vu appeler à errer de préférence du côté catastrophique. Appeler à un sursaut religieux en croyant –de bonne foi ! – rester dans le cadre de l'objectivité scientifique. Courir les médias pour prêcher la bonne parole. Comment s'étonner que les épigones de ces grands précurseurs se laissent aller à des excès pires encore ? On en voit en pleine hystérie face au déclin du corail australien. Face au remplacement d'un morceau de forêt "sauvage" par une forêt commerciale. Aujourd'hui, de nombreux jeunes étudiants en science doivent leur engagement à des motivations politiques. La politisation de la science risque bien d'être irréversible, et tôt ou tard la confiance du public perdue. Triste pour les scientifiques et, plus grave encore, pour la science elle-même. Un scientifique politisé a l'avantage sur celui qui ne l'est pas qui, de plus, ne peut se défendre sans se politiser lui-même. Et s'il se politise, le relativisme post-moderne en devient auto-réalisateur. C'est le paradoxe des scientifiques qui tentent encore de défendre une science dépolitisée.

Les scientifiques indignés par les élucubrations d'Ehrlich à Boulder où Schneider organisait ses conférences, se sont condamnés à l'oubli. Les biologistes qui ont sauté dans le train ultra politisé de la biodiversité ont gagné la bataille médiatique et par là la guerre tribale contre les scientifiques non militants et les tenants des biotechnologies, comme le montre la querelle entre Wilson et Watson à Harvard et la montée d'une opposition populaire contre ces technologies, à la forte religiosité naturiste implicite.

*

Le Jour de la Terre 2017 prit une tournure toute particulière. Ce fut le jour choisi par la communauté scientifique militante pour organiser une Marche pour la Science, en réponse à l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Célèbre pour avoir professé quelques solides inepties en matières climatiques et autres sujets, il est accusé d'attitude anti-science. Les organisateurs soulignent que *La Marche pour la Science démontre notre passion pour la science et résonne comme un appel à supporter et sauvegarder la communauté scientifique. De récents changements de politiques scientifiques ont causé de fortes inquiétudes chez les scientifiques. La qualification abusive de la science comme une question de partis, qui a servi de prétexte pour rejeter des preuves flagrantes, est un problème critique et urgent. Il est temps pour les personnes qui supportent la recherche et les politiques basées sur les preuves de prendre position publiquement et d'être prises en comptes.*

La manifestation est hébergée par *Earth Day Network*, organisateur du Jour de la Terre, qui affiche des partenaires aussi ouvertement politisés que Greenpeace, le Nature Conservancy, l'Union of Concerned Scientists, Citizen Climate Lobby, Berkeley Vegan et l'AAAS. Celle-ci se joint à la marche en annonçant qu'elle est *un appel aux politiciens pour appliquer des politiques basées sur la science ainsi qu'une célébration de la science et les services publics énormes qu'elle fournit à notre démocratie, notre économie, et notre vie quotidienne.*

Si la manifestation principale, massive, a lieu à Washington, d'autres sont organisées un peu partout aux États-Unis et dans le monde entier, notamment à Amsterdam, Copenhague et

Bruxelles. Dans cette dernière ville, les organisateurs déclarent que *la marche est explicitement un mouvement politique, visant à tenir les dirigeants politiques et scientifiques responsables. Lorsque les institutions de toutes affiliations faussent, ignorent, abusent ou interfèrent avec la science, nous devons nous exprimer. La science devrait éclairer la prise de décision politique. En même temps, les décisions politiques influencent profondément le type de science que nous sommes en mesure de faire et le type de personnes autorisées à mener des activités scientifiques et à bénéficier des progrès scientifiques. Cependant nous prenons des positions fermes sur les questions politiques sur la base des meilleures preuves scientifiques disponibles, mais nous ne laisserons pas notre mouvement être défini par un politicien ou un parti ni n'essayerons de faire progresser les perspectives d'un parti ou d'un individu. La science affecte les gens partout dans le monde, et nous voulons construire un mouvement qui peut faire progresser la capacité de la science à servir les communautés pendant très longtemps, longtemps après que les politiciens d'aujourd'hui auront quitté leurs fonctions et que les partis politiques auront évolué.*

Comment pourrait-on prendre des positions fermes sur les questions politiques sans y mettre d'opinions idéologiques ? Sans poser de jugements de valeur ? Sur la base des meilleures preuves scientifiques disponibles est dangereusement illusoire.

Vu les origines religieuses du *jour de la Terre*, il n'est pas étonnant que des militants croyants aient fait le déplacement ou soutenu l'événement. L'AAAS, qui possède un programme de dialogue sur la Science, l'Éthique et la Religion (DoSER), mentionne diverses réactions religieuses favorables à la manifestation :

BioLogos est une organisation soutenant une vision théiste de l'évolution. Un créationnisme qui accepte l'existence de celle-ci mais maintient un credo affirmant que la Bible représente la parole de Dieu et cherche à réconcilier science et religion. Que l'évolution a une finalité. Que nous sommes tous des pécheurs contre Dieu en attente de salut. Elle diffère de la doctrine du *dessein intelligent* en ceci que celle-ci n'implique aucune adhésion au message chrétien. Elle a publié le témoignage de trois scientifiques favorables à la marche, lesquels ont déclaré que *Le grand réformateur John Calvin a écrit : «Toute vérité vient de Dieu». En tant que chrétiens qui croient que Dieu est la source ultime de lumière et de vie, nous ne pourrions être plus d'accord. En tant que scientifiques qui croient que les lois de la nature peuvent être soigneusement exposées par une enquête empirique, nous disons de tout cœur : «Amen !»*

Geoff Mitelman, directeur de *Sinai and Synapse*, organisation de promotion de la science dans un contexte religieux juïque, qui portait dans la marche de New York un panneau mentionnant *Science is Sacred !*, raconte : *Alors que je marchais, des dizaines de personnes sont venues me demander de prendre une photo. Alors que je parlais avec d'autres passionnés de science, une catholique fervente m'a dit à quel point elle valorisait la science. Une baptiste du Sud m'a dit qu'elle voyait Dieu dans le travail des scientifiques et une femme en hijab a dit : "C'est un signe étonnant ! Shabbat Shalom." Mais mon objectif en marchant n'était pas seulement de plaider pour la science. C'était pour surprendre les gens et leur montrer que nous pouvons souvent découvrir des alliés inattendus. En effet, la plupart des gens ne réalisent pas à quel point nous avons besoin de religieux pour défendre la science, et combien les scientifiques ont besoin de communiquer avec les religieux.*

Suhag Shukla, directeur exécutif de la *Hindu American Foundation* a déclaré que *La science et la méthodologie scientifique conviennent naturellement à l'hindouisme, la nôtre a toujours été une tradition d'enquête. C'est le cadre historique et théologique qui oriente nos efforts pour promouvoir des politiques soutenues par la science.*

James Hansen lui-même apporta son soutien à la marche : c'est *un changement attendu depuis longtemps que les scientifiques deviennent plus actifs. Les scientifiques comprennent le danger de laisser aux jeunes un système climatique hors de contrôle*⁵.

Cette idée de perte de contrôle revient souvent sous la plume de Hansen. Mais le climat peut-il être contrôlé ? Que le réchauffement climatique soit le fait de l'humanité n'implique pas qu'elle puisse le contrôler. En effet, la collaboration de l'ensemble de l'humanité est nécessaire pour cela – et des moyens techniques adéquats. Contrôler l'humanité dans son ensemble dépasse la compétence de qui que ce soit. L'idée de parvenir à contrôler le climat en vue d'atténuer le réchauffement climatique est une dangereuse illusion qui trouve une partie de son origine dans le succès obtenu sur la question de l'ozone via le protocole de Montréal.

Bolin a souligné l'impact de ce succès sur l'idée d'agir de manière similaire pour le climat, tout en indiquant que la différence d'ampleur entre les deux problématiques avait bien été perçue⁶. Et pourtant le défi politique et technologique a manifestement été sous-estimé dans les milieux scientifiques militants pour la cause climatique. Houghton affirmait que le même degré d'action et de résolution est nécessaire pour le climat que pour l'ozone⁷. Schneider, lui, remarquait que le protocole de Montréal avait arrêté la destruction de la couche d'ozone, prouvant qu'un effort international concerté pouvait être un succès⁸. Il notait aussi que certains pays avaient suspecté les Occidentaux d'avoir inventé le "trou" dans la couche d'Ozone pour freiner leur propre développement industriel. Des mécanismes de compensations financières avaient été instaurés pour les inciter à accepter le protocole. Schneider suggérait d'adopter les mêmes principes de compensations dans les négociations climatiques. Ce qui fut fait. Avec des résultats désastreux. Certains pays utilisent ces négociations pour lier tout effort climatique de leur part à des incitants financiers imposés aux pays développés, considérés comme coupables du problème. Lesquels, poussés à obtenir des accords coûte que coûte par les ONG et leurs opinions publiques, promettent de payer et traînent ensuite les pieds pour tenir parole.

Techniquement, le problème climatique est d'une complexité bien plus grande que celui de l'ozone. Et implique un effort d'adaptation dont l'ampleur dépend du taux de réussite de l'atténuation, ainsi que de la variabilité naturelle du climat. Souvent présentés comme complémentaires⁹, l'atténuation et l'adaptation sont en fait en concurrence. Car les moyens engagés pour l'un ne sont souvent plus disponibles pour l'autre. Dans ce contexte, il est évident que s'il existait une baguette magique pour une atténuation efficace, même coûteuse, elle devrait être agitée frénétiquement car cela diminuerait le coût de l'adaptation. Hélas, il n'en existe pas. S'il en existe une un jour, elle ne pourra d'ailleurs pas être utilisée si elle n'est pas conforme aux dogmes écologistes, tout particulièrement dans sa dimension holiste. Soulignons que dans la phrase *Nous devons agir face à la crise climatique*, le *nous* de l'atténuation implique la collaboration de l'ensemble de l'humanité alors que celui de l'adaptation ne nécessite que celle de spécialistes compétents en la matière. Et qu'il n'existe ni accord global ni solution technique convaincante pour l'atténuation, qui devrait céder la priorité à l'adaptation. Rien de tel ne se produit, bien que l'adaptation soit au menu de la lutte au même titre que l'atténuation, et ce depuis les débuts du GIEC et de l'UNFCCC. Bien que des initiatives aient lieu, elles sont peu médiatisées et disposent de fonds ridiculement bas par rapport aux actions remarquablement inefficaces engagées pour l'atténuation. Ban Ki-moon, ancien secrétaire général de l'ONU et Bill Gates, ancien homme le plus riche du monde, ont formé

5 Interview au *Guardian* 27012017

6 Bert Bolin, *A History of Science and the Politics of Climate Change*, p46, Cambridge University

7 John Houghton, *In the Eye of the Storm*, p81, Lion Books

8 Stephen Schneider, *Science as a Contact Sport*, National Geographic Society, p.173

9 Par exemple dans le rapport du GIEC de 2007, selon Houghton p205

une commission internationale qui œuvre à l'adaptation dans une indifférence quasi générale. On peut se demander pourquoi cette évidence, donner la priorité à l'adaptation, échappe à la plupart des dirigeants politiques et commentateurs médiatiques. Il y a, bien sûr, les ONG qui poussent aux programmes idéologiques qui les arrangent, même s'ils ne fonctionnent pas en pratique. Il y a des lobbies industriels qui se sont formés pour profiter de ces solutions bidons et ne vont pas reconnaître que leur activité n'aide en rien à la résolution du problème climatique. Et surtout, il y a le sentiment que le réchauffement climatique est un pêché contre la Création qui entraîne repentance et devoir moral à lutter même si la cause est impossible à gagner. Lutter pour lutter, lutter pour sauver son âme. Il en sera tenu compte lors du Jugement Dernier. Dans cette optique, on entend de plus en plus parler de *dérèglement* climatique, version créationniste du *réchauffement* qui ignore que le climat n'a jamais été réglé. On pense à la métaphore du grand horloger de l'univers de William Paley¹⁰. La *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* ignore l'expression car comme son nom l'indique, il ne s'agit que de changement climatique, défini comme suit : *On entend par changements climatiques des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables*. Nulle idée de dérèglement ici. Mais on remarque que la variabilité naturelle est exclue de l'expression changements climatiques. Dès le départ, on pouvait craindre un certain fatalisme face aux catastrophes naturelles «légitimes» par rapport à celles causées par les descendants d'Adam. On remarque maintenant une tendance à attribuer au réchauffement anthropique la moindre catastrophe naturelle, comme s'il n'y avait jamais eu de tornades ou d'incendies avant.

Au lendemain de l'échec de la COP25 de 2019, un exemple remarquable d'obstination est donné par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres qui déclare sur le site de l'UNFCCC : *Je suis plus que jamais déterminé à travailler pour que 2020 soit l'année où tous les pays s'engageront à ce que la science nous dit être nécessaire pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et une augmentation de température qui ne soit pas supérieure à 1,5°¹¹*. Alors qu'il n'existe aucun accord concret pour 2°. Malheureux scientifiques du GIEC à qui l'on demande des rapports techniques basés sur des objectifs politiquement irréalistes !

*

À Glasgow, le cirque des *cops* a, comme d'habitude, accouché d'une souris. Dans son discours de clôture de la COP26, le secrétaire de l'ONU déclare que, même en cas d'application complète des participations volontaires, nous sommes en route vers un réchauffement bien supérieur à deux degrés par rapport aux niveaux pré-industriels. 2,7° ont calculé les experts... sous conditions que tout le monde respecte ses engagements et qu'aucune conditions suspensive ne soit invoquée. De fait, seule une poignée de parties ont soumis une nouvelle contribution. Alors même que l'ONU avait relevé l'objectif à 1,5°. Au passage, les INDC ont perdu le *i* de *intended* (intentionnel). On les appelle désormais NDC¹². En guise de consolation, la réunion a été à deux doigts, ou un mot, d'obtenir la promesse d'une sortie du charbon. Le remplacement in extremis dans l'accord final de l'expression anglaise *phase out*, par *phase down* exigé par la Chine et l'Inde, signifie simplement qu'on va essayer de réduire son usage. C'est promis.

Ce qui n'empêche un déluge de promesses en l'air. Plus personne ne veut paraître l'obstacle aux lendemains qui chantent verts.

10 William Paley (1743-1805), théologien anglais.

11 S'entend par rapport à la température qui prévalait avant la révolution industrielle.

12 Nationally Determined Contributions

Comme d'habitude, l'ONU prévoit un volet adaptation dans les discussions, profitant même de l'évènement pour proclamer les projets vainqueurs d'une compétition¹³ pour l'adaptation, et comme d'habitude la presse ne souffle mot de ce volet – ou presque. Elle est un peu plus disert sur l'hypocrisie des pays riches qui refusent de remplir leurs engagements financiers en faveur des pays pauvres. Enfin, quelques miettes ont été accordées par une poignée de pays. Sous les vivats. Et on voit quelques progrès techniques sur le fonctionnement des marchés des permis carbone. Tout ça pour ça ! Après deux semaines de négociations, avec quarante mille participants contraints à un test covid tous les jours, pandémie oblige. Et comme d'habitude le cirque des *cops* va continuer à planter son chapiteau ici ou là ... tant que le spectacle plaît.

La COP26 ne faillit pas à la tradition d'une abondante présence d'ONG éco-religieuses. Aux noms parfois pittoresques : Eden Vigil, Green Christian, Operation Noah, Eco Church, ou Creation Care. Des ONG mariant science et foi également : Faraday, Christians in Science et la John Ray Initiative de John Houghton – mort l'année précédente des suites de la covid 19. Le site de la JRI mentionne le témoignage du Révérend Dr Daniel Button, théologien, participant à la COP comme observateur au nom du *Christian Climate Observers Program (CCOP)*. À Glasgow, il a le privilège de pouvoir assister à une réunion privée avec Al Gore. Celui-ci décrit la crise du changement climatique comme une question morale, éthique et spirituelle. *C'est vraiment un choix moral, dit Gore, nous détruisons la création pourvoyeuse de vie, complexe et équilibrée. C'est immoral, c'est inacceptable.* Mais il croit encore que nous allons gagner la lutte. En se gardant toutefois de la colère et de la frustration. En s'accrochant à l'espoir.

Button se dit lui-même sans optimisme mais plein d'espoir. Cela peu paraître paradoxal car il sait que les rapports montrent que nous sommes loin de pouvoir limiter le réchauffement à 1,5°. Alors où est l'espoir ? L'espoir Chrétien est pour lui enraciné dans la confiance en la loyauté d'un Dieu aimant qui n'abandonnera pas sa création. L'espoir est une discipline, pas une émotion ; un devoir, pas un luxe. L'espoir est mettre notre foi en action, en persévérant à tout prix. Et il souligne que sauver la planète – pour qui ? - n'est pas la même chose que veiller sur toute la création de Dieu.

La foi soulève les montagnes, dit le proverbe. De carbone aussi ?

*

Avec sa rigueur et son honnêteté habituelles, Houghton aborde ouvertement la question des rapports entre sa religion et sa science.

J'ai passé la plus grande partie de ma vie à explorer, à travers la science et la foi, les merveilles et les mystères de la création...pour moi, cela doit inclure l'immensité de l'univers et sa complexité d'organismes ; cela doit inclure la science et cela doit inclure Dieu...Je suis certain que Dieu doit avoir une vision bien plus large, en termes de temps et d'espace, que celle que nous pouvons jamais espérer comprendre... en dépit de ma compréhension nécessairement imparfaite, je suis déterminé à vivre comme Dieu veut que je vive, et essayer de trouver un moyen de vivre en partenariat avec lui dans tout ce que je fais, y compris mon travail...je ne veux pas suggérer que ma foi a influencé ma science d'une manière impropre, car elle ne l'a pas fait. Mais la science et la foi ont une grande préoccupation pour la vérité : être préoccupé par l'une ou l'autre et être préoccupé par une quête de la vérité, donc il ne peut y avoir de conflit entre les deux¹⁴. Il note que de nombreux grands scientifiques du passé, notamment Isaac Newton, étaient croyants. Mais Newton n'a pas fait de politique, si on exclut

13 GEF Challenge Program for Adaptation Innovation

14 John Houghton, In the Eye of the Storm, p262 à 264 Lion Book

de la politique l'activité consistant à confondre les faux monnayeurs. La question se pose de savoir si la vision politique de Houghton a été influencée par sa foi. La réponse est évidemment oui. Ainsi lorsqu'il inclut dans les défis à relever : *veiller sur la terre est une responsabilité donnée par Dieu. Ne pas le faire est un péché ; les chrétiens doivent insister sur le fait que les doctrines de la création, de l'incarnation et de la résurrection sont une ; le spirituel ne peut être séparé du matériel ; une théologie complète de l'environnement doit être développée ; notre intendance de la terre, comme Chrétiens, doit être poursuivie en dépendance et partenariat avec Dieu ; l'application des sciences et technologies est une composante importante de l'intendance ; l'humilité est un ingrédient essentiel dans l'application de la science et des technologies - et dans l'exercice de l'intendance*¹⁵.

Le sentiment de péché et l'obligation de veiller sur l'environnement – perçu comme une création - entraîne une obligation de lutte même quand l'objectif n'est politiquement pas réaliste. Et l'idée d'une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre dans un avenir proche n'a jamais été politiquement réaliste.

*

*D'une part, en tant que scientifiques, nous sommes éthiquement liés à la méthode scientifique, promettant en fait la vérité, toute la vérité et rien que la vérité - ce qui signifie que nous devons inclure tous les doutes, les mises en garde, les si, les et et les mais. D'un autre côté, nous ne sommes pas seulement des scientifiques mais aussi des êtres humains. Et comme la plupart des gens, nous aimerions voir le monde meilleur, ce qui dans ce contexte, se traduit par notre travail pour réduire le risque de changements climatiques potentiellement désastreux. Pour ce faire, nous devons obtenir un large soutien, pour capter l'imagination du public. Cela, bien sûr, signifie obtenir beaucoup de couverture médiatique. Nous devons donc proposer des scénarios effrayants, faire des déclarations simplifiées et dramatiques et ne faire aucune mention de tout doute que nous pourrions avoir. Ce "double lien éthique" que nous trouvons fréquemment en nous-mêmes ne peut être résolu par aucune formule. Chacun de nous doit décider du juste équilibre entre être efficace et honnête, j'espère que cela signifie les deux*¹⁶.

Stephen Schneider décrit ici ce qu'on peut qualifier de *dilemme du scientifique militant*. Du militant sincère et franc en tout cas, car tous n'ont pas les scrupules et l'indépendance d'esprit nécessaire pour l'énoncer ouvertement. Trop souvent des scientifiques se cachent derrière l'argument d'autorité pour imposer leur arbitraire idéologique, spirituel et religieux. Ainsi l'appel à des politiques basées sur les preuves doit être mis en perspective avec les préjugés idéologiques de tout un chacun, scientifiques compris.

Une synthèse de cette problématique a été tentée par Paul Cairney, sur base d'une présélection d'environ mille(!) articles et livres sur les politiques publiques¹⁷. Un bref résumé forcément trop succinct est tenté ci-dessous.

Partant de l'idée que pour injecter plus de science dans l'élaboration des politiques il fallait connaître la science de l'élaboration des politiques, Carney cherche à pousser les scientifiques à reconnaître ces finesses quand ils s'engagent dans le processus politique.

Les politiciens sont souvent accusés de ne pas agir selon les faits ou de ne pas les comprendre. Parfois certains scientifiques disent que des politiques ne sont pas basées sur les preuves dès que les décideurs ne tiennent compte que d'une partie de leurs recommandations. Pourtant, l'expression *politiques basées sur les preuves* est elle-même souvent vague et ne décrit pas correctement les processus politiques. Et même si les preuves existent, elles

15 John Houghton, *In the Eye of the Storm*, p286, Lion Book

16 Stephen Schneider, *Science as a Contact Sport*, National Geographic Society, p214.

17 Paul Carney, *The Politics of Evidence-Based Policy Making*, Palgrave MacMillan

ne vous disent rien sur ce qu'il faut faire. Dans le monde réel les preuves sont contestées, les politiques sont influencées par un grand nombre de facteurs divers, et les décideurs basent leurs décisions sur un mélange d'émotion, de connaissance et de raccourci pour récolter les preuves. Ceci se déroule au sein de réseaux qui ont leurs propres règles et souvent un monopole sur la manière de comprendre les preuves. L'utilisation de preuves est un processus politique, un exercice de pouvoir pour caractériser les personnes et les problèmes et justifier les décisions et les politiques.

Les scientifiques font partie d'un processus de formation des politiques dans lesquels les preuves réduisent l'incertitude mais pas l'ambiguïté, et l'usage des preuves ne représente que l'un des aspects d'une bonne politique. Parmi les biais qui peuvent frapper tout un chacun, on trouve en bonne place le biais de confirmation et la tendance à donner plus d'importance aux pertes possibles qu'aux gains.

Une bataille de *credos* peut se livrer pour interpréter les preuves au mieux des préjugés idéologiques. Des coalitions se forment, en compétition féroce pour interpréter les preuves, particulièrement quand elles romancent leur cause et diabolisent leurs opposants. Les politiques sont alors basées sur la dominance d'une idéologie. Dans certains cas, il est possible d'avoir un accord sur l'efficacité des mesures, dans d'autre cas c'est une bataille de croyances où les coalitions exagèrent l'influence et la malice des adversaires. Certains chercheurs¹⁸ soutiennent que les scientifiques font face à bien des problèmes identiques aux politiciens. Ils ne savent pas séparer les valeurs de l'idéologie et manquent d'informations. Beaucoup de tentatives de transmettre l'information aux décideurs implique une distorsion - cette dernière remarque rappelle le *dilemme de Schneider*.

Les décideurs peuvent avoir des réactions imprévisibles et brutales – ignorer des preuves pendant des années et puis sur-réagir en leur donnant trop d'importance dans l'urgence. Ils peuvent alors adopter des politiques sur base d'une réputation favorable plutôt que sur une réussite avérée. Devant prendre des décisions en urgence face à des incertitudes, les décideurs émulent parfois les politiques des autres sans vérifier pourquoi elles sont perçues comme réussies. Les décideurs peuvent aussi essayer de dépolitiser un problème en le présentant comme technique ce qui leur permet d'éviter de devoir faire un choix politique. La capacité des politiciens pour consacrer suffisamment de temps pour comprendre les preuves est limitée et pourtant ils doivent prendre des décisions. Anathème pour de nombreux scientifiques qui jouissent du privilège du temps.

L'apparence d'un fossé entre les politiques et les preuves est causée en partie par une vision romantique et biaisé par laquelle les scientifiques fournissent un rapport objectif du problème et un consensus sur la façon de le résoudre. En pratique la preuve est contestée et les acteurs qui ont fourni les preuves ne sont pas en bonne position pour fournir les solutions. Et le consensus souvent exagéré.

Notons en aparté cette remarque d'André Pichot :

Le consensus demande une certaine souplesse, il ne peut se faire sur tout, mais seulement sur quelques points qui deviennent le noyau de la théorie. Ce noyau lui-même souffre diverses interprétations, ou alors il tourne en dogme, avec ses hérétiques plus ou moins tolérés. Plus le consensus est fragile et mal étayé, plus il est intolérant, et plus il cherche des appuis extérieurs, soit dans d'autres disciplines, soit dans diverses idéologies. En tout cas, il n'est jamais paisible et n'est en rien comparable avec l'acceptation générale d'une théorie démontrée et/ou solidement fondée sur des expériences incontestables¹⁹.

18 Botterill et Hindmoor, *Turtles all the way down : Bounded rationality in an evidence-based age*. *Policy Studies*, 33(5), 367-369 », cité par Carney, *The Politics of Evidence-Based Policy Making*, Palgrave MacMillan p20 c

19 André Pichot, *Histoire de la notion de gène*, p107, Flammarion, 1999, Paris

En outre, le désir de convaincre peut inciter à ajouter des preuves douteuses et inutiles aux preuves crédibles et nécessaires.

Afin d'aider les scientifiques à améliorer l'efficacité de leurs stratégies en faveur des *politiques basées sur les preuves*, Carney les invite à prendre conscience du fossé qui peut séparer la rationalité idéale du monde scientifique de la rationalité limitée qui règne dans le monde réel. Un aspect de cette rationalité limitée est que les décideurs doivent ignorer la majorité des signaux qu'ils reçoivent parce qu'ils ne peuvent en traiter qu'une petite partie. Pour s'adapter aux processus politiques, les scientifiques militants devraient se concentrer sur deux points : premièrement comprendre comment les décideurs et acteurs influents réfléchissent et chercher comment y répondre. Deuxièmement considérer dans quelle mesure le décideur contrôle le processus de décision. Parfois une vaste gamme d'intervenants ont un rôle légitime pour évaluer le caractère approprié des preuves ... en ce cas les preuves scientifiques ne devraient pas être une ressource contrôlée par les scientifiques les ayant produites. Particulièrement dans le domaine de l'environnement, moins dans celui de la santé, pense Carney. Il est essentiel de combiner les preuves scientifiques avec les valeurs publiques. Ce qui peut impliquer la participation directe du public et autres intervenants.

Une vision pragmatique du concept de *politique basée sur les preuves* implique la reconnaissance des limitations de la preuve et notre habilité à agir dessus. Les scientifiques devraient-ils accepter la description du concept de *politique basée sur les preuves en pratique limitée* mais rejeter sa prescription? Devraient-ils cesser de se lamenter face au monde réel et s'y adapter ?

Il est difficile pour beaucoup de scientifiques de reconnaître que des décisions sur des sujets tels que le *risque acceptable* ou la *légitimité des dépenses* sont infusés de jugement de valeur et ne peuvent être fixés par les experts – (remarquons que nous avons vu une exception remarquable donné par Bert Bolin). Ils peuvent contribuer à identifier des problèmes et évaluer l'efficacité des solutions sans percevoir qu'ils devraient rester au cœur d'un système démocratique de prise de décisions.

La science est souvent mise sur un piédestal en quelque chose qui ne doit pas être mise en cause par les politiciens, particulièrement quand ils utilisent manifestement l'idéologie, les intérêts personnels, ou des considérations économiques pour rejeter les 'faits scientifiques'. Pour Carney, c'est naïf. À tout le moins.

*

On comprend que les scientifiques qui veulent s'impliquer dans le jeu politique ont besoin d'une sérieuse formation. Loin des gesticulations sur la supposée incompetence des dirigeants politiques, les accusations de refus d'écouter la science dès lors qu'ils n'adoptent pas les projets politiques et idéologies des scientifiques militants, la prise en otage des générations futures ou les prêches de fin du monde. Schneider, parlant des scientifiques engagés, souligne que *nous pourrions améliorer la dissémination de la connaissance scientifique si nous demandions à nos étudiants de suivre un cours de communication publique, comprenant les processus de plaidoyers politiques et de formulation en termes de science politique*²⁰. Ceci ne semble pas devenu la règle dans le cursus scientifique. Aborder directement la question de la politisation de la science n'est certainement pas facile. Pour les responsables politiques, trouver la bonne façon de se comporter face au militantisme du monde scientifique est tout sauf évident.

Pendant la pandémie du printemps 2020, le gouvernement français est littéralement pris sous les feux de deux conceptions contradictoires quant au rôle politique à donner aux scientifiques. Le président Macron a en effet pris l'habitude de consulter un conseil scientifique et de

20 Stephen Schneider, *Science as a Contact Sport*, National Geographic Society, p.228

suivre ses recommandations. N'est-ce pas le triomphe de la *politique basée sur les preuves* ? Il lui est reproché de se défaire de ses responsabilités en s'abritant derrière les scientifiques. De chercher à compenser la décrédibilisation du monde politique en accaparant celle du monde scientifique. Sa confiance dans la science est prise pour du scientisme imbécile. Que des scientifiques puissent devoir porter le chapeau pour des erreurs politiques en choque plus d'un. Ne serait-ce pas la conséquence logique de la politisation de la science ? Simultanément un groupe de près de mille scientifiques supporte une tribune dans le journal *le Monde* appelant à la désobéissance civile menées par les mouvements écologistes, qu'ils soient historiques (Amis de la Terre, Attac, Confédération paysanne, Greenpeace...) ou formés plus récemment (Action non-violente COP21, Extinction Rebellion, Youth for Climate...) ainsi qu'au développement d'alternatives face à ce qu'ils appellent l'inaction des gouvernements face à l'urgence écologique et climatique, l'inconséquence et l'hypocrisie des politiques .

À la même époque, en Belgique, la pandémie donna lieu à un véritable réveil des instincts démocratiques, sortant pour un temps du tombeau où les avaient confinés la Nébuleuse environnementale. Les scientifiques n'hésitaient pas à se critiquer ouvertement, sans haine et sans tenter de forger un consensus bidon pour faire avancer un projet politique. Les responsables politiques n'hésitaient pas à s'opposer à eux pour défendre leurs électeurs. Les journalistes n'hésitaient pas à présenter et critiquer les thèses des uns et des autres. Le tout facilité par le silence assourdissant des ONG locales, confinées pour une fois dans l'inaction. Ne pourrait-on voir journalistes et politiciens critiquer les proclamations d'institutions environnementales internationales lorsqu'elles s'égarèrent sur les chemins de la politique et du mysticisme ? Il est vrai que lorsqu'éclata la polémique sur la vaccination obligatoire, les choses dérapèrent un tant soit peu, certains scientifiques, peu nombreux, se perdant en érucations trumpiennes sur Twitter.

Et quand le parlement belge vote la reconnaissance du concept d'écocide, nul voix ne s'élève pour critiquer l'atteinte aux fondements de la démocratie humaniste, personne ne remarque l'avènement de la biocratie naturaliste que cache cette reconnaissance.

Nos dirigeants doivent-ils suivre l'avis des scientifiques ou non ? Certainement devraient-ils suivre leurs avis techniques, mais aussi se méfier de leurs dérives de plus en plus nombreuses dans les domaines politiques, idéologiques et religieux... et puis trancher sans tenir compte des menaces. Un rêve ?

*

Dans le monde des ONG aussi, comme dans toutes les formes de lobbysme, on cherche à étudier la meilleure façon d'influencer les décideurs. C'est politiquement moins délicat que pour les milieux scientifiques, la vocation de ces ONG étant avant tout d'influencer le monde politique. Chris Rose, consultant en communication, ancien employé des Amis de la Terre, du WWF et Greenpeace UK, a établi un petit vade-mecum de *modestes suggestions pour ceux qui veulent sauver le monde*, selon ses propres termes²¹. Un exemple parmi beaucoup d'autres. La communication est au cœur du succès des ONG.

*

Nombreux sont ceux qui cherchent des remèdes. On parle de nouvelle démocratie, souvent pour avancer des procédés démocratiquement douteux, à base de sondages ou d'assemblées de citoyens tirés au sort fortement encadrés par des experts. La dictature des sondages n'est pas la démocratie. Elle tue le débat public. Permet à ceux qui rédigent les ques-

21 Sur son site campaignstrategy.org

tions d'imposer leur vision du monde. Donne le pouvoir à ceux qui peuvent manipuler l'opinion publique. Tue la légitimité électorale. Pourquoi encore voter, si les élus sont liés par les sondages et les concepts issus de la mondialisation ? Quelle est encore leur plus-value sociale ? Il n'y a pas que les caissières des supermarchés qui risquent de perdre leur emploi en conséquence de l'intelligence artificielle. Les élus pourraient passer à la trappe s'ils ne reprennent en main le débat idéologique.

Certains proposent une fuite en avant, vers un gouvernement mondial. Ainsi Hans Joachim Schellnhuber, président fondateur de l'institut climatique de Potsdam, conseiller du gouvernement allemand, membre de l'académie pontificale, collaborateur à la rédaction de l'encyclique *Laudato Si'* et conseiller du Vatican lors de l'accord de Paris, a proposé une *démocratie mondiale*, disposant d'une *Constitution de la Terre*, d'un *Parlement mondial* élu et d'une *Cour de Justice Planétaire*. En 2007, plus de 270 ONG se sont unies dans une campagne visant à transformer l'ONU en démocratie parlementaire. Pour y arriver, il faudrait commencer à abolir le pouvoir indu que les ONG y ont reçu. Ce n'est pas le moindre paradoxe de l'entreprise. Il faudrait transformer tous ses membres en démocraties – ou les exclure, enterrant au passage la mondialisation de l'environnement qui est le but de l'entreprise. Et rendre la parole à la société réelle. Utopique ?